



MAIRIE DE DIJON

PALAIS DES ETATS DE BOURGOGNE

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 novembre 2015

Le Conseil Municipal, convoqué le mardi 10 novembre 2015 s'est réuni, sous la présidence de Monsieur François REBSAMEN, Maire, le lundi 16 novembre 2015 à 18 h 30, à l'Hôtel de Ville, salle de Flore.

Président : M. REBSAMEN

Secrétaire : M. ROZOY

Membres présents: Mme KOENDERS - M. MAGLICA - Mme POPARD - M. PRIBETICH - Mme MODDE - M. DESEILLE - Mme TENENBAUM - M. MARTIN - Mme DILLENSEGER - M. GERVAIS - Mme CHARRET-GODARD - M. CHÂTEAU - Mme MARTIN - M. EL HASSOUNI - Mme AVENA - M. DECOMBARD - Mme ZIVKOVIC - M. MASSON - Mme JUBAN - M. MEKHANTAR - Mme REVEL - M. JULIEN - M. PIAN - Mme PFANDER-MENY - Mme ROY - Mme MARTIN-GENDRE - Mme HERVIEU - Mme DURNERIN - M. BERTHIER - M. BEKHTAOUI - M. HAMEAU - Mme MASLOUHI - M. LOVICH - Mme HILY - M. FAVERJON - Mme CHEVALIER - Mme TOMASELLI - M. BARD - M. BORDAT - Mme FERRIERE - M. DIOUF - Mme OUTHIER - M. HELIE - Mme ERSCHENS - Mme VANDRIESSE - M. BICHOT - Mme VOISIN-VAIRELLES - M. CHEVALIER - M. BOURGUIGNAT - M. AYACHE - M. BONORON - Mme DESAUBLIAUX

Membres excusés: Mme TROUWBORST (pouvoir M. DESEILLE) - M. GRANDGUILLAUME (pouvoir M. REBSAMEN) - Mme AKPINAR-ISTIKUAM (pouvoir Mme TENENBAUM) - M. HOUPERT (pouvoir MME OUTHIER)

Membres absents: M. CAVIN

Au cours de cette séance, le Conseil Municipal a :

PREAMBULE

1 - Conseil Municipal - Séance du 28 septembre 2015 - Procès-verbal - Approbation

- adopté le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 28 septembre 2015, annexé au rapport.

2 - Désignation du secrétaire de la séance du conseil municipal

- désigné Monsieur Charles Rozoy pour remplir les fonctions de secrétaire de la séance du Conseil municipal.

II-EDUCATION, PETITE ENFANCE, SPORTS ET JEUNESSE

A - EDUCATION

3 - Technologies de l'Information et de la Communication Éducatives - Convention de partenariat conclue entre la Ville et l'Éducation nationale - Avenant n°2

- dans le cadre du développement des technologies de l'information et de la communication éducatives (TICE), décidé la passation d'un avenant à la convention de partenariat conclue entre la Ville et l'Éducation nationale, dans les conditions proposées ;
- approuvé le projet d'avenant n°2, annexé au rapport, et autorisé Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer l'avenant définitif ainsi que tout acte à intervenir pour son application.

4 - Acodège - Convention d'objectifs et de moyens à conclure pour la prise en charge d'enfants présentant une déficience intellectuelle dans les structures petite enfance et les accueils de loisirs de la Ville

- donné son accord au partenariat entre la Ville et l'Acodège, dans les conditions proposées ;
- approuvé le projet de convention à passer entre les parties, annexé au rapport, et autorisé Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer la convention définitive ainsi que tout acte à intervenir pour son application ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer les protocoles d'accompagnement prévus à l'article V de la convention (annexée au rapport).

B – SPORTS

5 - Sociétés Anonymes Sportives Professionnelles Dijon Bourgogne Handball, JDA Dijon Basket, Stade Dijonnais et Société par Actions Simplifiée Cercle Dijon Bourgogne - Mise à disposition d'équipements sportifs - Indemnités de location - Saison 2015-2016 - Conventions à conclure entre la Ville et les clubs

- décidé de fixer le montant de l'indemnité de location d'équipements sportifs due par la Société Anonyme Sportive Professionnelle Dijon Bourgogne Handball, pour l'occupation du Palais des Sports Jean-Michel Geoffroy, à l'occasion de ses matches de handball professionnel, pour la saison 2015-2016, à 4 780,80 € HT, soit 5 736,96 € TTC, de fixer le montant de l'indemnité de location d'équipements sportifs due par la Société Anonyme Sportive Professionnelle JDA Dijon Basket, pour l'occupation du Palais des Sports Jean-Michel Geoffroy, à l'occasion de ses matches de basket-ball professionnel, pour la saison 2015-2016, à 7 090,80 € HT, soit 8 508,96 € TTC, de fixer le montant de l'indemnité de location d'équipements sportifs due par la Société Anonyme Sportive Professionnelle Stade Dijonnais, pour l'occupation du stade Bourillot, à l'occasion de ses matches et de ses entraînements, pour la saison 2015-2016, à 3 192,10 € HT, soit 3 830,52 € TTC, de fixer le montant de l'indemnité de location d'équipements sportifs due par la Société par Actions Simplifiée Cercle Dijon Bourgogne, pour l'occupation du Palais des Sports Jean-Michel Geoffroy, à l'occasion de ses matches de handball professionnel, pour la saison 2015-2016, à 3 585,60 € HT, soit 4 302,72 € TTC, pour la part fixe, auxquelles s'ajoutera une part variable égale à 1% des recettes de billetterie perçues par ces clubs à l'occasion de leurs matches à domicile;

- approuvé les projets de conventions de mise à disposition d'espaces et locaux sportifs à intervenir entre la Ville et les Sociétés Anonymes Sportives Professionnelles Dijon Bourgogne Handball, JDA Dijon Basket, Stade Dijonnais et la Société par Actions Simplifiée Cercle Dijon Bourgogne, annexés au rapport, et autorisé Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause leur économie générale ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions définitives ainsi que tout acte à intervenir pour leur application.

6 - Alliance Dijon Natation - Prise en charge du coût de la location de lignes d'eau à la piscine olympique du Grand Dijon - Convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Ville, le Grand Dijon et le club

- décidé la prise en charge, par la Ville, à hauteur de 50%, du coût de la location, pour l'Alliance Dijon Natation, de lignes d'eau à la piscine olympique du Grand Dijon;
- approuvé le projet de convention d'objectifs et de moyens à passer entre la Ville, la Communauté Urbaine du Grand Dijon et le club, annexé au présent rapport, et autorisé Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale;
- autorisé Monsieur le Maire à signer la convention définitive ainsi que tout acte à intervenir pour son application.

II-CULTURE, ANIMATION ET ATTRACTIVITE

A – CULTURE

7 - Bibliothèque Municipale - Le prix des incorruptibles - Adhésion de la Ville

- décidé l'adhésion de la Ville, à compter de l'année scolaire 2015-2016 et pour les années suivantes, à l'association « le prix des incorruptibles » ;
- décidé, si l'intérêt perdure, l'acquittement chaque année de la cotisation due en conséquence, soit 26 € pour l'année 2015 ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte à intervenir pour l'application de ces décisions.

8 - La Vapeur - Opération d'extension et de réhabilitation - Financement - Participation de la Ville

- approuvé la participation de la Ville au financement de l'opération d'extension et de réhabilitation de La Vapeur par le biais d'une subvention d'équipement d'un montant total de 1 159 084 euros, en précisant que ce montant est susceptible d'être ajusté en fonction des autres cofinancements qu'obtiendra la régie personnalisée ;
- approuvé le projet de convention de financement à conclure entre la Ville et la régie personnalisée ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte à intervenir pour l'application de ces décisions.

B – RELATIONS INTERNATIONALES

9 - Convention de partenariat entre les Villes de Dijon et de Prague (6^{ème} arrondissement)

- décidé la mise en œuvre du partenariat entre les Villes de Dijon et de Prague (6^{ème} arrondissement) dans les conditions proposées ;
- approuvé le projet de convention à conclure entre les parties, annexé au rapport, et autorisé Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale ;

- autorisé Monsieur le Maire à signer la convention définitive ainsi que tout acte à intervenir pour son application.

10 - Printemps de l'Europe à Dijon - Demandes de subventions

- décidé de solliciter au taux maximum l'ensemble des subventions susceptibles d'être accordées à la Ville pour le financement du « Printemps de l'Europe » ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte à intervenir pour l'application de cette décision.

C – COMMERCE

11 - Ouvertures dominicales des commerces de détail employant des salariés – demande d'avis

- émis un avis favorable sur la proposition d'ouverture à quatre dimanches soit les :
 - deux dimanches avant Noël, soit les 11 et 18 décembre 2016
 - le premier dimanche des soldes d'hiver, soit le 10 janvier 2016
 - le premier dimanche des soldes d'été, soit le 26 juin 2016.

III-SOLIDARITÉ, CITOYENNETÉ ET DÉMOCRATIE LOCALE

SOLIDARITE

12 - Convention entre la ville de dijon et son centre communal d'action sociale

- décidé l'établissement d'une convention de mise à la disposition du Centre Communal d'Action Sociale, de moyens et de services de la Ville ;
- approuvé le projet de convention annexé au présent rapport, et autorisé Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer la convention définitive ainsi que tout acte à intervenir pour son application.

IV- FINANCES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET PERSONNEL

A – FINANCES

13 - Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées (CLECT) - Approbation du rapport du 19 octobre 2015

- approuvé le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées en date du 19 octobre 2015 et relatif à l'évaluation des charges transférées au Grand Dijon consécutivement aux transferts de compétences définis par arrêtés préfectoraux successifs des 17 et 22 septembre 2014 ;
- approuvé dans ce cadre le transfert de trois emprunts à la Communauté urbaine le Grand Dijon, selon les modalités suivantes :
 - transfert intégral du capital restant dû au 31 décembre 2015 de l'emprunt référencé n°14828/008/MNT (n°03-309) souscrit auprès de la Société Générale (référéncé 200303 dans les annexes du compte administratif) ;
 - transfert intégral du capital restant dû au 31 décembre 2015 de l'emprunt référencé n°MPH268040EUR001 souscrit auprès de la Société de Financement Local (référéncé 2009071 à 2009075 dans les annexes du compte administratif) ;
 - transfert partiel de l'emprunt référencé n°3232018 (référéncé 2006071 à 2006073 dans les annexes du compte administratif) souscrit auprès de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Bourgogne Franche-Comté, pour un montant de capital restant dû de 1 678 802,68 euros au 31 décembre 2015 ;

- en précisant que ces trois emprunts seront affectés au budget annexe « Parkings en ouvrage » de la Communauté urbaine « le Grand Dijon » ;
- en précisant que ces trois emprunts transférés représentent un capital restant dû de 18 133 969,90 euros au 31 décembre 2015, soit un niveau conforme au capital restant dû de l'ancien budget annexe du stationnement de la Ville de Dijon, désormais clos ;
- en précisant, enfin, que l'ensemble des autres emprunts affectés jusqu'au 31 décembre 2014 au budget annexe du stationnement de la Ville de Dijon, désormais clos, resteront affectés au budget principal de la Ville de Dijon ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer avec les établissements bancaires concernés et le Grand Dijon tout document nécessaire à l'application de la délibération ;
- autorisé Monsieur le Maire à prendre toute décision et à signer tout acte nécessaire à l'application de la délibération.

14 - Organismes divers – Attributions de subventions – Exercice 2015

- décidé d'accorder les subventions proposées dans les tableaux annexés au rapport ;
- décidé de modifier l'objet de la subvention en faveur de l'association « Arborescence » ;
- décidé d'annuler la subvention accordée à l'association « De bas étages » dans le cadre du festival « Les nuits d'Orient 2015 » ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions de financement, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention d'objectifs n° 2013-420 du 24 juillet 2013 conclue entre la Ville et le Centre Régional d'Information Jeunesse de Bourgogne ;
- autorisé Monsieur le Maire ou, par délégation, les adjoints concernés, à signer tout acte à intervenir pour l'application de ces décisions.

15 - Convention-cadre entre la société Lyonnaise des Eaux France et la Ville de Dijon – Avenant n°1

- approuvé le projet d'avenant n° 1 à la convention, annexé au rapport, et autorisé Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale ;
- autorisé Monsieur le Maire à signer l'avenant définitif ainsi que tout acte à intervenir pour son application.

B – ADMINISTRATION GENERALE

16 – Règlement Intérieur du Conseil Municipal – Mise à jour

- approuvé le règlement intérieur proposé

17 - Communauté de l'Agglomération Dijonnaise - Rapport d'activités et compte administratif 2014 - Information du Conseil Municipal

- pris acte de la communication relative au rapport d'activités et au compte administratif 2014 de la Communauté de l'Agglomération Dijonnaise.

C – PERSONNEL

18 - Personnel municipal – Modification du régime de astreintes et Communauté Urbaine - suppression de postes

- décidé la modification de certaines astreintes du personnel municipal dans les conditions proposées à compter du 1er décembre 2015,
- dit que ces astreintes, applicables aux agents titulaires et non titulaires seront rémunérées sur la base des montants réglementaires ou compensées en temps si les nécessités de service le permettent,
- décidé les suppressions de postes proposées dans le rapport, qui prendront effet le 1er décembre 2015.

V-DELEGATION D'ATTRIBUTION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

19 - Délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire - rapport

- pris acte des décisions prises par M. le Maire, dans les matières énumérées à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, dans les conditions suivantes :

- conversion de concession de tombe (5)
- arrêtés de droits de préemption (3)
- droits divers (4)
- règlements de frais et honoraires (8)
- actions en justice (10)